

2. Au plus tard le [date], la Commission adopte, après consultation de l'ORECE, des actes délégués au titre de l'article 109 concernant un tarif de terminaison d'appel maximum unique devant être imposé par les autorités de régulation nationales aux entreprises désignées comme puissants, respectivement sur les marchés de la terminaison d'appel vocal fixe et de la terminaison d'appel vocal mobile, dans l'Union.

Lors de l'adoption de ces actes délégués, la Commission suit les principes énoncés au paragraphe 1, premier alinéa, et respecte les critères et indicateurs figurant à l'annexe III.

4. Lors de l'application du paragraphe 2, la Commission veille à ce que le tarif de terminaison d'appel vocal unique ne dépasse pas 1,23 cent par minute sur les réseaux mobiles, et 0,14 cent par minute sur les réseaux fixes. Lorsqu'elle fixe, pour la première fois, le tarif de terminaison d'appel maximum unique, la Commission tient compte de la moyenne pondérée des tarifs de terminaison maximaux sur les réseaux fixes et mobiles établis conformément aux principes énoncés au paragraphe 1, premier alinéa, appliqués dans l'ensemble de l'Union.

5. Lors de l'adoption d'actes délégués en application du paragraphe 2, la Commission tient compte, pour déterminer les tarifs de terminaison d'appel maximaux dans l'Union, du nombre total d'utilisateurs finaux dans chaque État membre, afin d'assurer une pondération appropriée des tarifs de terminaison d'appel maximaux, ainsi que des circonstances nationales entraînant des différences prononcées entre États membres.

6. La Commission peut demander à l'ORECE d'élaborer un modèle économique afin de l'aider à déterminer les tarifs de terminaison d'appel maximaux dans l'Union. La Commission tient compte des informations sur les marchés fournies par l'ORECE, les autorités de régulation nationales ou, directement, par les entreprises fournissant des réseaux et services de communications électroniques.

7. La Commission réexamine les actes délégués adoptés au titre du présent article tous les cinq ans.

Article 74

Traitement des nouveaux éléments de réseau sur le plan de la régulation

1. Une autorité de régulation nationale n'impose pas d'obligations en ce qui concerne les nouveaux éléments de réseau relevant du marché pertinent sur lequel elle entend imposer ou maintenir des obligations au titre de l'article 66 et des articles 67 à 72, et que l'opérateur désigné comme puissant sur ce marché pertinent a déployés, ou prévoit de déployer, si les conditions cumulatives suivantes sont remplies:

a) le déploiement des nouveaux éléments de réseau est ouvert aux offres de co-investissement selon une procédure transparente et à des conditions favorisant une concurrence durable à long terme, incluant notamment des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires proposées aux co-investisseurs potentiels; une certaine souplesse en ce qui concerne la valeur et le calendrier de l'engagement souscrit par chaque co-investisseur; la possibilité d'augmenter cet engagement à l'avenir; l'attribution mutuelle, par les co-investisseurs, de droits réciproques après le déploiement de l'infrastructure objet du co-investissement;

b) le déploiement des nouveaux éléments de réseau contribue de manière significative au déploiement de réseaux à très haute capacité;

c) les demandeurs d'accès qui ne participent pas au co-investissement peuvent bénéficier d'une qualité, d'une vitesse, de conditions et de possibilités d'atteindre les utilisateurs finaux identiques à celles qui existaient avant le déploiement, soit au moyen d'accords commerciaux assortis de conditions équitables et raisonnables, soit grâce au maintien ou à l'adaptation d'une régulation de l'accès par l'autorité de régulation nationale.

Lors de l'évaluation des offres de co-investissement et des procédures visées au premier alinéa, point a), les autorités de régulation nationales vérifient que ces offres et procédures respectent les critères figurant à l'annexe VI.

↓ 2009/140/CE Art. 2.10 (adapté)
→₁ 2009/140/CE Art. 2.10
modifié par Rectificatif, JO L 241
du 10.9.2013, p. 8

Article ~~13 bis~~ 75

Séparation fonctionnelle

1. Lorsque l'autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ nationale conclut que les obligations appropriées imposées en vertu des articles 67 à 72 ~~9 à 13~~ n'ont pas permis d'assurer une concurrence effective et que d'importants problèmes de concurrence et/ou défaillances du marché persistent en ce qui concerne la fourniture en gros de certains marchés de produits d'accès, elle peut, à titre de mesure exceptionnelle, conformément aux dispositions de l'article ~~86~~ 66, paragraphe 3, deuxième alinéa, imposer à une entreprise verticalement intégrée l'obligation de confier ses activités de fourniture en gros des produits ☒ d'accès ☒ concernés à une entité économique fonctionnellement indépendante.

Cette entité économique fournit des produits et services d'accès à toutes les entreprises, y compris aux autres entités économiques au sein de la société mère, aux mêmes échéances et conditions, y compris en termes de tarif et de niveaux de service, et à l'aide des mêmes systèmes et procédés.

2. Lorsqu'une autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ nationale entend imposer une obligation de séparation fonctionnelle, elle soumet à la Commission une proposition qui comporte:

- a) des éléments justifiant la conclusion à laquelle l'autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ nationale est arrivée au titre du paragraphe 1;
- b) une appréciation motivée selon laquelle il n'y a pas ou guère de perspectives d'une concurrence effective et durable fondée sur les infrastructures dans un délai raisonnable;
- c) une analyse de l'effet escompté sur l'autorité ~~réglementaire~~ ☒ de régulation ☒ , sur l'entreprise, en particulier sur les travailleurs de l'entreprise séparée et sur le secteur des communications électroniques dans son ensemble, et sur les incitations à l'investissement dans un secteur dans son ensemble, notamment en ce qui concerne la nécessité d'assurer la cohésion sociale et territoriale, →₁ ainsi que sur d'autres parties ~~intéressées~~ ☒ prenantes ☒ , y compris, en particulier, une analyse de l'effet escompté sur la concurrence, ainsi que des effets potentiels ☒ qui s'ensuivent ☒ pour les consommateurs ← ; ;